





UE-Afrique: paquet d'investissement «Global Gateway» - **Initiative pour l'énergie verte**

#GlobalGateway #AfricaEU #TeamEurope

NOVEMBRE 2022

Dans le cadre du 6° sommet UE-UA, l'Équipe Europe a proposé l'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte (AEGEI). Elle vise à développer la production d'électricité et l'accès à l'énergie, à promouvoir l'efficacité énergétique, à créer un environnement réglementaire propice aux investissements privés et à faire progresser l'intégration du marché. Les solutions technologiques sont abondantes et prêtes à être déployées, et les fonds relevant de la coopération au développement peuvent contribuer à mobiliser les investissements du secteur privé dans les énergies propres. Nous pouvons faire face aux risques tout en tirant le meilleur parti des possibilités offertes par l'action conjointe et la promotion d'un plus grand nombre de partenariats en faveur d'une transition écologique qui sera profitable pour tous, sur les plans environnemental, social et économique.

L'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte financera des actions visant à:

- accroître la production d'électricité et améliorer l'accès à l'énergie,
- promouvoir les utilisations durables de l'énergie,
- soutenir les réformes sectorielles en vue de créer un environnement réglementaire propice aux investissements privés,
- favoriser l'intégration du marché.

Cette initiative vise à mobiliser les acteurs des secteurs public et privé européens et africains.

Le volet «infrastructures» de l'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte comprend:

- l'amélioration de l'accès à l'énergie propre, par exemple grâce à des solutions décentralisées hors réseau et au mini-réseau,
- la production d'énergie durable et l'accès à celle-ci dans les pools énergétiques d'Afrique du Nord, d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Initiative Afrique-UE pour l'énergie verte

D'ici à 2030, l'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte vise à soutenir le déploiement d'au moins 50 GW d'électricité renouvelable, permettant ainsi de donner accès à l'électricité à au moins 100 millions de personnes.

Des subventions de l'UE représentant un total de **3,4 milliards d'euros** soutiendront les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, la transition juste et l'écologisation des chaînes de valeur locales. Une partie de cette somme servira à encourager les investissements du secteur privé au moyen de garanties et de mécanismes mixtes au titre du Fonds européen pour le développement durable (FEDD +).



Interconnexions électriques régionales et intégration des marchés

Par l'intermédiaire de l'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte, l'UE aidera les partenaires africains à développer le plan directeur du réseau électrique continental en ce qui concerne les infrastructures nécessaires reliant les cinq pools énergétiques africains. Le paquet d'investissement comprendra le financement de grands projets en cours pour les interconnexions électriques et les lignes de transport, ainsi qu'un soutien au moyen d'une assistance technique pour la mise en place du marché unique africain de l'électricité.



Financement estimé:

15 milliards d'euros

provenant des institutions publiques et des investisseurs privés de l'UE



L'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte couvre l'ensemble de l'Afrique: elle comprendra des actions aux niveaux continental, régional et national.

Coup de projecteur

Des fonds de l'UE ont été alloués à un projet de ligne de transport de 200 km entre la **République démocratique du Congo et la Zambie** reliant le réseau de la ZESCO (Zambia Electricity Supply Corporation Limited) au futur réseau de la compagnie nationale d'électricité congolaise.





Coup de projecteur

Des fonds de l'UE ont été alloués à l'interconnexion de 400 kV Zambie (Kasama) – Tanzanie (Mbeya) qui fait partie de la ligne de transport **Zambie**-Tanzanie-Kenya et reliera les pays du EAPP et du SAPP.





Coup de projecteur

Des fonds de l'UE ont été alloués à un projet d'interconnexion **Angola-Namibie** (ANNA), qui fait partie du corridor d'interconnexion pour l'Afrique australe.





Énergies renouvelables, accès à l'énergie et promotion des utilisations durables de l'énergie



Coup de projecteur

Production d'hydrogène propre en Afrique et dans le voisinage de l'UE

Sur l'ensemble du continent africain, le déploiement massif des énergies renouvelables et la production d'hydrogène propre contribueront à l'objectif de posséder une capacité d'au moins 40 gigawatts d'électrolyseurs d'ici à 2030 et permettront de développer le secteur de l'hydrogène renouvelable en ouvrant des perspectives commerciales tant du côté de l'offre que de celui de la demande pour les industries à forte intensité énergétique.

Lors de la COP 27, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, et Hage Geingob, président de la Namibie, ont signé, lors de la COP 27 en Égypte, un protocole d'accord établissant un partenariat stratégique entre l'UE et la Namibie sur le développement de chaînes d'approvisionnement en hydrogène renouvelable et en matières premières critiques afin de soutenir la transformation écologique et numérique.

Coup de projecteur: exemples de pays où des projets utilisant d'autres énergies renouvelables sont en place:

Le Bénin, le Cameroun, la Gambie, le Ghana, le Mozambique, Madagascar, le Niger, le Nigeria, le Togo et la Zambie soutiennent des projets d'énergie solaire ou hydraulique, investissent dans des lignes de transport et des interconnexions, améliorent l'accès à l'électricité, y compris pour les écoles et les centres de santé, éventuellement par l'intermédiaire d'un mini réseau et de systèmes décentralisés. Le montant total du financement total engagé pour la période 2021-2022 s'élève à 117 millions d'euros. Nous avons également contribué à améliorer le cadre réglementaire dans plus de 20 pays africains et continuons de soutenir l'étude sur un plan directeur de transport en Afrique continentale et la mise en œuvre du marché unique africain de l'électricité.

Matières premières critiques Protocole d'accord signé avec la Namibie lors de la COP 27. En préparation: Ouganda, Afrique du Sud, Rwanda, Sénégal, RDC, Zambie, Burundi, Maroc, Algérie.





Partenariats pour une transition énergétique juste en Afrique

L'action phare «**Partenariats pour une transition énergétique juste**» (JET) lancée dans le cadre de l'initiative Afrique-UE pour l'énergie verte assiste les pays partenaires dans leur transition énergétique, notamment en soutenant leur démarche en faveur d'une amélioration de l'accès à une énergie propre, abordable et sûre, l'écologisation de leur bouquet énergétique grâce à des investissements clés dans des domaines tels que les énergies renouvelables et le stockage, l'efficacité énergétique dans des secteurs essentiels de l'économie (industrie, bâtiments et appareils, transports) et le renforcement des systèmes énergétiques interconnectés.

Coup de projecteur

Partenariats pour une transition énergétique juste avec l'Afrique du Sud et le Sénégal. Pour le partenariat pour une transition énergétique juste avec l'Afrique du Sud, l'UE a engagé 3 milliards d'euros pour la mise en œuvre du plan d'investissement adopté lors de la COP 27 en Égypte.



Accès à l'énergie — Accès décentralisé à l'énergie

L'électricité offre des possibilités énormes en matière de création d'emplois et de croissance lorsqu'elle est utilisée à des fins productives. L'UE, pour sa part, est résolument attachée à jouer un rôle de premier plan en soutenant activement l'adoption des énergies renouvelables décentralisées dans tous nos dialogues politiques avec nos pays partenaires et dans le cadre de nos programmes. Nous voulons un avenir où l'électricité produite à partir de sources renouvelables offre aux citoyens des possibilités de croissance et de création d'emplois, sans nuire à la planète.



Coup de projecteur: une initiative de 1 milliard d'euros de l'Équipe Europe pour aider la Côte d'Ivoire dans sa transition écologique bas carbone

L'initiative de l'Équipe Europe est destinée à aider la Côte d'Ivoire à mettre en œuvre ses engagements en matière de climat, qui consistent à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30,41 % d'ici à 2030. L'accent sera mis sur les principaux secteurs responsables des émissions de gaz à effet de serre dans le pays (agriculture et sylviculture, production d'énergie et transports) et sur la promotion des énergies renouvelables.